

OPEN DAYS 2009 :

La Gironde présente à la Semaine européenne des régions et des villes

Open Days 2009 : la 7^{ème} édition

Cette 7^{ème} édition des Open Days, du 5 au 8 octobre à Bruxelles, a proposé plus de 100 séminaires, ateliers, débats, expositions et rencontres aux participants composés d'experts notamment du développement régional rural et urbain, de représentants des régions et des collectivités, d'entreprises, ainsi que de représentants de la société civile, des universités, des institutions de l'Union Européenne et des médias.

Autour du thème central "*Des défis globaux, des réponses européennes*", les Open Days 2009 traitaient de 4 grands sujets :

- l'innovation, outil du développement économique régional,
- le changement climatique, les régions actrices du développement durable,
- la coopération interrégionale et internationale,
- la politique de cohésion, mesures d'évaluation et d'amélioration.

La Gironde activement représentée

Représentant le Conseil Général de la Gironde, Gilbert Mitterrand, vice-président chargé de la coopération interinstitutionnelle et Gilles Savary, vice-président chargé des grands projets transversaux, ont participé à l'évènement les 6 et 7 octobre 2009 à Bruxelles où avaient lieu 2 ateliers majeurs :

- l'atelier « *Quelle réponse locale à une crise globale* »
- l'atelier « *Stratégies locales pour le Développement Durable* »

zoom sur l'atelier « crise »

La contribution du Conseil Général de la Gironde à l'atelier « crise » a permis entre autres de faire connaître le travail des pouvoirs locaux intermédiaires aux instances européennes et de communiquer sur les compétences du département en montrant l'impact de ses politiques sur le territoire girondin. Cet atelier avait pour objectif de montrer quelles stratégies sont mises en place par les départements face à la crise économique, sociale et financière.

Au-delà du seul poids économique, les collectivités locales représentent l'échelon le plus proche des citoyens. Les départements sont ainsi en première ligne pour atténuer les difficultés sociales liées à la crise puisqu'elles sont les collectivités dont la compétence sociale est la plus développée (gestion du Fonds Social Européen, Revenu de Solidarité Active, inclusion...).

Pour répondre à ces défis multiples, les départements peuvent décider de définir un plan d'action d'urgence pour répondre spécifiquement à la crise. D'autres départements s'appuient sur des politiques déjà mises en place (de restructuration de l'activité par exemple) pour limiter les conséquences de la crise.

Dans cet atelier, chaque intervention s'est appuyée sur trois temps : la situation en 2008, les actions mises en place, et les résultats attendus pour l'année prochaine.

Plusieurs axes de discussion se sont engagés, autour de la collaboration entre collectivités, la gouvernance avec d'autres niveaux de collectivité et l'interaction avec les politiques nationales, comment dresser un diagnostic, le dialogue avec les acteurs économiques, le lien avec les citoyens, etc.

Chaque solution étant adaptée à un territoire donné, les ateliers ont essayé de comprendre comment chaque collectivité en vient à bâtir sa propre politique.